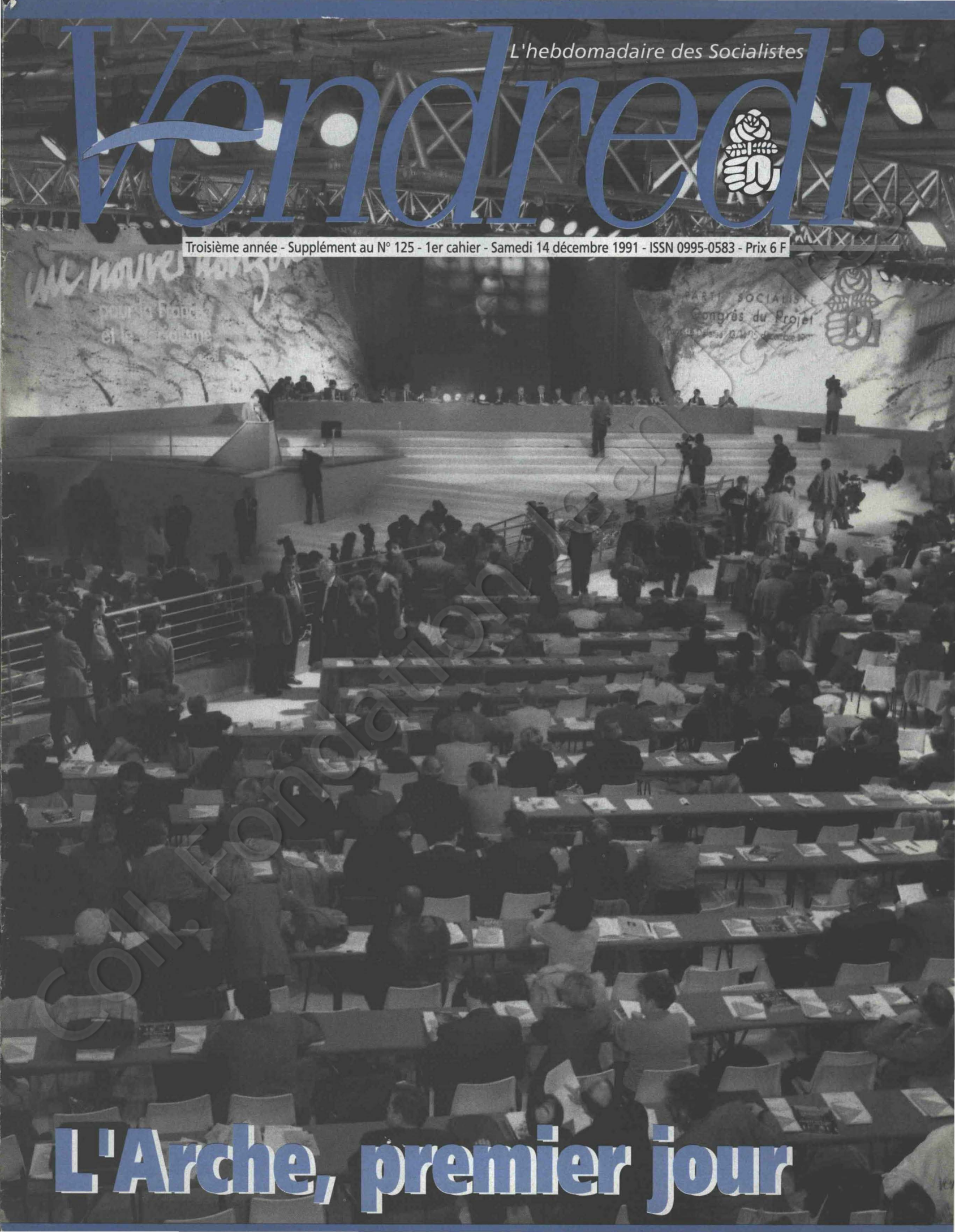
L'hebdomadaire des Socialistes

# Vendredi

Troisième année - Supplément au N° 125 - 1er cahier - Samedi 14 décembre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F




# L'Arche, premier jour

Col. Fondation Jaurès




Congrès du Projet

# à travers les délégations

***Il y a ce qui est dit à la tribune, qui est important. Et il y a ce qui se dit dans les travées de la salle du congrès de l'Arche de La Défense. Au hasard des rencontres, voici des opinions de délégués, d'auditeurs ou d'invités.***

J'ai lu en entier le Projet, que j'ai reçu il y a environ trois semaines : c'est un délai un peu court. Mais c'est un bon texte de base, qui rénove l'idée que l'on a du socialisme, un outil de réflexion pour poser les bases d'une action politique plus morale, plus engagée. Il analyse les contradictions dans lesquelles nous avons du mal à nous situer, entre individualisme et solidarité, par exemple : c'est bien, car il faut mettre en lien ces antagonismes. Je regrette simplement un peu qu'il ne débouche pas sur des modalités pratiques, des applications concrètes.
Il ne faut pas appuyer là où ça nous fait mal, il ne faut pas cultiver la crise pour en faire des commentaires. Nous devons arriver à mettre un point final sur certaines blessures. Je ne suis pas un socialiste démoralisé : je suis parfois critique, mais j'ai bon espoir.
**Christian Torregrosse, 35 ans.**
**Délégué. Loire.**

◆

Je fais partie de la génération Mitterrand, c'est lui qui m'a fait entrer au PS. C'est vrai, les jeunes, et beaucoup de mes amis, n'ont pas envie de s'engager ; il est difficile de les motiver. J'étais à Rennes, ça a été un moment difficile. Je me suis posé pas mal de questions. Mais je me suis accroché, j'y crois et je me sens bien au PS.
Le Projet est important pour moi : il est bon de retrouver ses racines. J'attends de ce congrès le rassemblement de tous, derrière le président et le premier ministre, pour nous battre, faire face aux prochaines échéances, et barrer la route à l'extrême droite. Dans ce combat contre l'extrême droite, il y aurait matière à mobiliser les jeunes.
**Christophe Ferrari, 22 ans.**
**Délégué. Isère.**

◆

J'étais à Rennes, dont il reste quelque chose de vif dans nos cœurs. Si ce congrès est de la même eau, c'est le dernier que je me paie.
Il faut panser nos plaies, trouver ce qui nous rassemble. Je viens ici pour rencontrer des gens. Nous avons besoin de convivialité, de nous faire plaisir de temps en temps.
**Nicole Feidt, 55 ans. Déléguée.**
**Meurthe-et-Moselle.**

◆

Il n'est pas aisé de lire ce Projet, il faut s'accrocher. Le texte est très bien écrit, en bon français. Mais, dans ma section, il y a des gens modestes, qui travaillent à l'usine, pour lesquels la lecture en était difficile ; ce ne sont pas des intellectuels. 132 pages, c'est trop et c'est dommage qu'il n'y ait pas eu un texte de vulgarisation qu'ils auraient abordé plus volontiers. Moi, j'ai eu la chance de pouvoir lire ce Projet de bout en bout pour leur en donner la substantifique moëlle.
**Mireille Pichereau, 52 ans.**
**Déléguée. Meurthe-et-Moselle.**

◆

Le Projet tombe, aujourd'hui, à un moment difficile. Mais il était temps qu'il arrive, pour que nous puissions réfléchir aux questions concrètes que se posent les Français, comme la justice sociale, et mettre en œuvre un programme répondant à leurs aspirations.
Je suis originaire d'Oran, en Algérie, et de religion musulmane. Mais j'ai choisi de vivre en France. Je lutte avec mes camarades de Vitrolles pour contrecarrer les thèses racistes du Front national. Nous nous efforçons d'apporter des réponses concrètes à ce racisme qui touche toutes les personnes basanées, même les Français de souche. Je participe à la vie du quartier, de la cité. Nous nous efforçons de réussir notre cohabitation. Nous sommes tous dans le même bateau, nous menons le même combat, nous nous attaquons ensemble aux maux de la société actuelle.
Pour moi, la France est le pays des valeurs républicaines, le pays des droits de l'homme. Je crois beaucoup au socialisme et je fais confiance à ceux qui nous dirigent pour combattre les thèses du Front national.
Mais il y a des problèmes. Mes camarades socialistes défendent la liberté d'expression, toutes sortes de libertés. Mais je demande à certains de ne pas vendre leur âme pour essayer de récupérer leur électorat, et de ne pas exclure une minorité qui demande à vivre dignement sa religion. Il va falloir se prendre en charge et dialoguer.
**Djelloul Rezigue, 40 ans. Délégué.**
**Bouches-du-Rhône.**

◆

Je suis d'origine française et j'ai la double nationalité, française et israélienne. En tant que Français, je pense que Mitterrand n'aurait pas dû faire deux septennats : 10 ans, c'est trop long, le PS n'est pas en cause.
Je représente ici le parti Ratz qui se situe, en Israël, à gauche du Parti travailliste : il dialogue avec les Palestiniens, l'OLP, et milite pour la constitution d'un Etat palestinien, à certaines conditions. Nous regrettons à cet égard que le PS ait des positions plus que vagues : il faut qu'existe une patrie palestinienne. Nous espérons du PS un soutien plus profond, et qu'il réfléchisse, avec nous et avec les Arabes, pour savoir à quelles conditions on peut créer cet Etat, avec quelles frontières, et comment on résoud le problème du Golan.
**Jacques Kowal, 61 ans.**
**Délégué du parti Ratz israélien.**

◆

J'attends de ce congrès un changement, une redynamisation, que la volonté des socialistes se traduise dans la politique gouvernementale. Le Projet s'intitule "Un nouvel horizon", cela signifie bien qu'on veut dépasser celui dans lequel nous sommes. Le décalage entre l'action du gouvernement et les idées du Parti est de plus en plus grand. Il faut faire le bilan de ce que nous avons réussi et de ce que nous n'avons pas su faire. J'espère qu'ici nous y arriverons. Sinon, ce sera un congrès pour rien. Je suis optimiste, car le texte du Projet n'est pas verrouillé. Il est ouvert à toutes les propositions.
**Claude Germinal, travailleur social.**
**Délégué. Dordogne.**

◆

C'est mon premier congrès. J'espère qu'il sera celui des éclaircissements idéologiques. Nous avons trop longtemps été victimes des accusations de ceux qui nous assimilaient au Parti communiste. De ce congrès de l'Arche sortira, je l'espère, une image claire et un vrai projet de société.
**Stéphane Mélénec,**
**professeur de maths.**
**Auditeur. Paris.**

◆

Nous, socialistes, avons à nous réadapter à la société telle qu'elle est, à réaffirmer nos choix de valeurs : liberté, solidarité, droits de l'homme. En 1971, à Epinay, nous attendions un changement de société. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de changer la vie mais de s'adapter à la vie telle qu'elle est. J'espère que ce congrès permettra une modernisation du PS et, surtout, d'affirmer fortement la nécessité d'une démocratie sociale.
**Mireille Kerbaol.**
**Directrice d'école maternelle.**
**Déléguée. Gironde.**

◆

J'attends une réconciliation vraie de tous les courants. Je suis frappée par la sous-représentation des femmes. Nous régressons. Le PS est de plus en plus macho. Ce qui m'inquiète le plus, aujourd'hui, c'est la montée du fascisme. En parler, c'est donner de l'importance à l'extrême droite, l'occulter, c'est dangereux. Que faire ? Je suis très inquiète de la démobilisation, effrayée par l'importance de l'abstention. Le Projet, ce congrès, doivent absolument nous remobiliser pour lutter contre la terrible menace que représente l'extrême droite.
**Jacqueline Bégin.**
**Conseillère municipale. Auditeur.**
**Montpellier.**

◆

Le Projet, très ouvert, s'inscrit dans une vraie démarche démocratique. J'espère que nous allons sortir du vide politique laissé par Rennes. Les courants se sont emballés et tournent à vide. Symbolique, ce congrès de l'Arche. Entrons dans l'Arche pour sortir la tête de l'eau. Si nous n'y entrons pas, les écuries présidentielles feront éclater le Parti. Je suis optimiste. Un Rennes-bis équivaudrait à un suicide collectif. Dramatique, impensable, au moment où une partie de la France glisse vers le fascisme.
**Bernard Gheyssens.**
**Educateur spécialisé. Auditeur.**
**Nord.**

◆

Je suis un habitué des congrès. Je suis venu pour connaître les orientations générales de la politique du Parti. Le congrès est une concrétisation importante surtout à l'égard des autres, ceux qui ne sont pas socialistes. Après l'échec du congrès de Rennes, il est nécessaire que celui-ci reflète une image plutôt positive, une image qui efface quelque peu le passé. L'autre priorité pour le Parti, c'est de sortir du clivage des personnes. J'ai l'impression que les gens ne savent plus très bien comment situer le Parti socialiste, le discours politique ne correspond pas aux attentes. Pourtant, aujourd'hui, l'enjeu est important, nous avons besoin d'une mobilisation générale, principalement contre le Front national.
**Jean-Pierre Schosger, 26 ans.**
**Ingénieur. Auditeur. Moselle.**

◆

***Propos recueillis par M.G., P.J. et C.L.***

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
**Service abonnés : 45.56.78.57**

Téléphone :
*pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

**DIRECTION**

**Directeur de la publication :**
Bernard Roman (78.48)
**Comité de direction :**
Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

**REDACTION**

**Rédactrice en chef :**
Lyne Cohen-Solal
**Directeur de la rédaction :**
Jacques Garat (78.58)
**Secrétaire gal de la rédaction :**
Jacques Goubin (78.82)

**Politique :** Jean-Pierre Bédéï (78.73)
**Economie :** Monique Grima (78.70)
**Idées :** Bernard Chaouat (79.01)
**Société :** Patricia Jaffray (78.94)
**Régions :** Maryline Trassard (78.71)
**International :** Ghislaine Toutain (77.92)
**Actuelles :** Françoise Lorrain (78.55)
**Secrétaire de rédaction :**
Vanda Gervasio (78.61)
**Infographie :** Jean-Pierre Pecau (77.92)
**Maquette :** Flavienne Allar (78.92)
**Réalisation :**
Sandrine Girard (78.92)
Taoufik Khatib (78.54)
**Photo :** Pascal Lebrun (78.53)

**ADMINISTRATION, GESTION**

Madeleine Darbel (78.44)

**ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS**

Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

**FABRICATION**

**Photogravure, montage :**
Dawant - Paris
**Impression :** Avenir Graphique - Torcy
**Routage :** Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

**CREDITS PHOTOS**

Bartoli / Rea (p. 13) ; autres P.L. et Philibert

Ce numéro a été tiré à 15.000 ex.

# SOMMAIRE

## La première journée du congrès de l'Arche de la Défense

**2** *A travers les délégations*

**4** *Le Projet pour les socialistes*
*Le débat :*
*André Billardon, Michel Charzat, André Bellon, Gérard Lindeperg, Jean Poperen, Laurent Fabius, Pierre Moscovici, Jean Glavany, Jean-Yves Autexier*

**8** *Regards sur le congrès*
- *Côte-d'Ivoire*
- *Cambodge*

**10** *Jorge Semprun :*
*"Ce qui ne s'épuise pas, c'est le socialisme démocratique"*

**12** *Economie :*
*le partage des rôles*
*L'Etat, les entreprises et le marché*

**14** *Fiction grise...*
*Où en serait-on sans les socialistes au pouvoir ?*




# une première journée encourageante

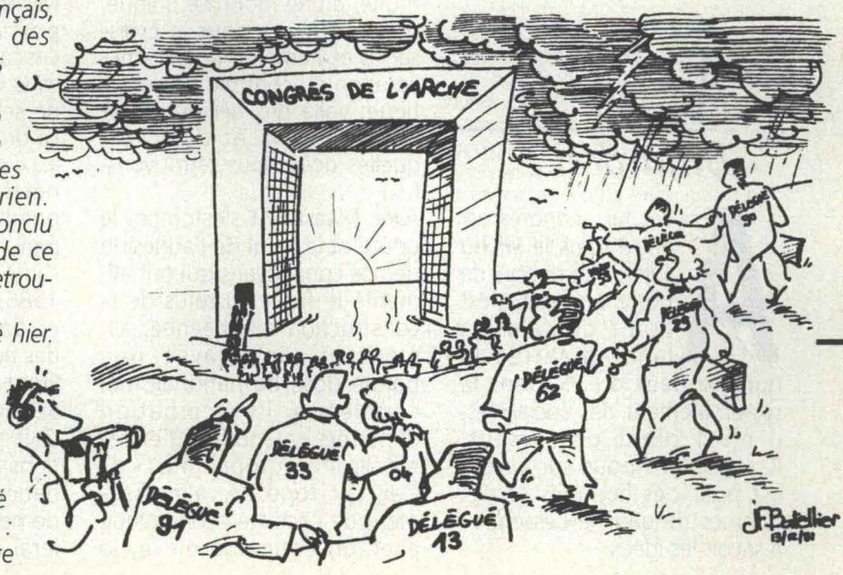
*Au terme de la première journée, les socialistes pouvaient être rassurés. Ils avaient évité de retomber dans les affrontements impitoyables de Rennes. Il suffisait de parcourir la salle de l'Arche de La Défense pour se rendre compte immédiatement que l'ambiance électrique et houleuse de Rennes avait laissé la place à une atmosphère plus sereine. Pourtant, les motifs d'inquiétude ne manquaient pas. La morosité des Français, l'impopularité actuelle des socialistes et les divisions du PS réapparues à l'occasion de la discussion sur le mode de scrutin pouvaient provoquer des dérapages. Il n'en fut rien. Les ténors du PS avait conclu une trêve afin de faire de ce congrès celui de l'unité retrouvée autour du Projet.*

*Cet accord a été respecté hier. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune n'ont pas cédé à la tentation facile de la petite phrase assassine. Ils ont préféré accorder la priorité à des sujets de fond : le Projet, le nouvel ordre mondial, la montée de l'extrême droite, les problèmes sociaux et la rénovation du Parti socialiste. Autant de thèmes qui recoupent les préoccupations des délégués. Bref, la tribune et la salle étaient en phase. Le congrès a commencé de manière studieuse.*

*Une démarche qui devra se poursuivre aujourd'hui pour que le pari de l'unité que se sont fixés les socialistes pour ce week-end soit totalement gagné.*

**Jean-Pierre Bédeï**

Le congrès de l'Arche effacera-t-il celui de Rennes ? Réponse dimanche soir. Mais les débats d'hier traduisaient une volonté d'unité qui devra se confirmer aujourd'hui.






*C'est dans un décor futuriste et chatoyant, adapté au "Nouvel Horizon" de l'an 2000, que s'est ouvert hier, à 15 h 45, à l'Arche de la Défense, le congrès extraordinaire sur le Projet, sous la présidence de Claude Estier. Jean-François Merle, premier secrétaire fédéral des Hauts-de-Seine, a souhaité la bienvenue aux délégués avant d'évoquer le contexte politique local dans un département considéré comme une terre de reconquête pour les socialistes. Et le débat s'est ouvert.*

## André Billardon

Avec lui, congrès est entré dans le vif du sujet. "En dehors de notre unité, il n'est point de salut, a lancé d'entrée le numéro deux du PS. Sans le rassemblement des socialistes, il n'est point de sursaut. Rassemblons-nous sur ce qui est pour des hommes et des femmes de gauche l'essentiel, à savoir les idées.

Que cette unité retrouvée soit le signal de la reconquête tant attendue par les militants et l'opinion de gauche ! (...) Que cette reconquête passe par une action extérieure, forte et résolue, contre l'extrême droite fascisante et ses propositions démagogiques et racistes aussi bien que contre la droite et son programme de régression sociale. Il est de notre impérieux devoir de mener ce combat résolument." Après avoir évoqué les bouleversements qui se sont produits dans le monde au cours des derniers mois, André Billardon a déclaré : "Aujourd'hui, tout l'espace est disponible pour le socialisme démocratique. Dans une période récente, beaucoup de doutes ont entouré ce grand espoir que constitue l'idée européenne. Ce n'est pas la première épreuve qu'elle a eu à subir. Aussi, le résultat historique du sommet de Maastricht est une magnifique réponse à ce qu'il convient d'appeler l'europessimisme de la classe politique. (...) Maastricht est un grand succès. Construction irréversible de l'union politique, vote à la majorité permettant (enfin) le développement d'une Europe sociale, d'une politique étrangère de sécurité et de défense commune, d'une monnaie unique, puissant levier pour la croissance et l'emploi, enfin, amélioration du contrôle démocratique, voilà des décisions que nous saluons et dans lesquelles nous nous retrouvons. (...)

Avec Maastricht s'estompe, le doute et le recul de l'adhésion de nos concitoyens qui ont alimenté le front du refus de la construction européenne, alimentant ainsi, avec une bonne dose de nationalisme, couplée à l'exacerbation d'intérêts catégoriels, l'extrême droite européenne. (...) Car, sur fond de ralentissement de l'activité économique avec un chômage élevé, la montée et la généralisation du vote d'extrême droite en Europe est un phénomène majeur, extrêmement préoccupant, qu'il faut combattre avec une énergie farouche. (...)



Pour combattre le Front national, nous devons d'abord compter sur nos propres forces. Pourquoi faut-il que, très souvent, ce soit à l'extérieur du Parti que l'on agisse contre la montée de l'extrême droite ? (...) Toutes les initiatives prises actuellement sont bonnes, elles seront meilleures encore quand l'ensemble du Parti socialiste s'engagera dans ce combat. (...)

La droite, ô combien ambiguë sur ses relations avec l'extrême droite, abuse l'opinion. Pour une déclaration de Michel Noir, combien de propos inacceptables chez Giscard, Chirac et d'autres, sans oublier le Front national de service, Poniatowski ? (...) La droite est trop cramponnée aux petits pouvoirs de ses notables régionaux qui n'ont pas hésité à passer en catimini, alors que les médias ne s'intéressaient à l'époque, en 1986, qu'à la victoire du RPR et de l'UDF aux législatives, des accords de gestion avec le Front national."

Selon André Billardon, le PS doit satisfaire à trois conditions pour faire échec au Front national : "La première c'est de ne pas être ce que j'appellerai des socialistes honteux. Il faut mener la lutte idéologique et politique, faire ou refaire de la politique, ne pas baisser les bras, ni se complaire dans la morosité. Si certains d'entre nous, ici ou là, sont las des combats, et cela peut se comprendre, qu'ils laissent la place, une nouvelle génération apparaîtra. Elle est là, combative, nous ne devons pas la craindre, bien au contraire ! C'est même un des enjeux essentiels des temps qui viennent pour notre Parti. (...) Le bilan, nous l'avons, alors ayons confiance en nous-mêmes.

Du second aspect, je ne dirai que quelques mots. C'est à partir du Projet d'une part et de l'action gouvernementale d'autre part que nous définirons le programme sous la bannière duquel nous irons à la bataille des législatives de 1993. Qu'il me soit permis de souligner que les décisions prises par le gouvernement sont bien positionnées politiquement. (...)

La troisième condition pour l'action, c'est que notre Parti soit capable de se rassembler sur son Projet. Il ne peut y avoir un Parti socialiste sans projet, sinon, les querelles de personnes reprendront inévitablement le dessus. Le Projet, c'est la réponse sur le moyen terme. Celui qui a l'œil rivé sur le futur immédiat est condamné à l'inefficacité et, donc, à l'échec. Le Projet éclaire l'avenir, il inscrit les objectifs et trace les perspectives. Il doit enfin permettre de tirer les moyens d'action immédiats."

Et André Billardon de conclure : "J'entends parfois cette question : peut-on rénover le Parti socialiste et reconstruire la gauche en assumant les responsabilités gouvernementales ? (...) C'est dans la triple démarche cohérence parti-gouvernement, rénovation idéologique et programmatique, rénovation du Parti et mobilisation, que se recomposera la gauche et le camp du progrès."



# le Projet pour les sociali

GRES DE L'ARCHE DE LA DEFENSE

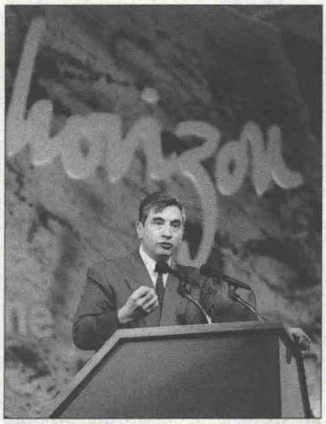
# stes : un nouvel horizon



Congrès du Projet

## Michel Charzat

Le maître d'œuvre du Projet rappelle la méthode qui a présidé à l'élaboration et à la discussion du Projet et il commente le résultat obtenu : "L'aggiornamento socialiste est désormais réalisé. Quatre militants sur cinq ont approuvé le texte "Un nouvel horizon". Et cela malgré la morosité ambiante et le calendrier politique. (...)
En France, alors que se ferme aussi la parenthèse historique ouverte en 1920, il est nécessaire de concevoir le Projet d'une gauche rénovée, forte de tous les courants du mouvement social et de toutes les cultures de la réforme. Aujourd'hui, avec notre Projet, nous proposons à toutes les composantes démocratiques de la nation de participer à la rédéfinition d'une culture politique de progrès. Soyons fiers d'être la seule formation politique à présenter un Projet qui voit loin et pense neuf ; qui voit neuf et pense loin."
Michel Charzat a ensuite exposé trois motifs d'espoir : "D'abord nous avons su élaborer ce texte ouvert et novateur. Au terme de cette démarche de dix-huit mois, nous avons su être le parti capable d'écouter et d'impliquer les acteurs de la vie économique, sociale et culturelle. (...) Nous avons conclu notre travail en présentant un texte ouvert, comportant des options et des amendements dont certains alternatifs. Ensuite, nous avons voulu que notre Projet parte de la vraie vie, qu'il procède des bonheurs et des souffrances de nos concitoyens. Parti de gouvernement, nous avons pris la réalité du moment, telle quelle. Rompant avec la langue de bois, nous avons authentifié la vaste consultation qui a précédé l'élaboration de notre texte. (...) Enfin, nous avons posé le premier jalon de la rénovation intellectuelle et morale du socialisme démocratique.




Désormais, avec notre Projet, nous savons ce qui nous rassemble ; la synthèse porte sur les idées, les valeurs, les objectifs : c'est le gage de la cohésion à la veille des épreuves ; c'est la promesse d'un nouveau commencement. Nous avons réaffirmé notre identité. Le socialisme que nous voulons est avant tout mouvement, démarche personnelle et action collective. C'est un chemin qui se construit en marchant, c'est une morale et une méthode selon l'expression de Pierre Mendès France. (...)
A l'heure de l'individualisme de masse, notre socialisme veut fonder une pensée démocratique autonome sur une anthropologie politique et sur une analyse de la complexité. (...)
Je pense, pour ma part, que le socialisme d'aujourd'hui exige une nouvelle évaluation des valeurs. Héritier d'une grande tradition de lutte ouvrière, le socialisme est, historiquement, un anticapitalisme démocratique. Par exemple, nous reconnaissons le marché, élément indispensable d'une économie efficace, mais nous combattons le modèle du tout marché, principe sur lequel les libéraux fondent une conception mutilante de la société.
Le socialisme doit être le révélateur des zones inexplorées du marché. Il affirme un rapport critique au capitalisme et veut conduire une bataille intense pour maintenir, introduire ou réintroduire ces zones ignorées par le marché dans le champ de la délibération politique. Pour nous, socialistes, tous les biens ne sont pas marchands. Toutes les hiérarchies sociales ne sont pas fondées sur la réussite matérielle. Tout le prix de la vie, sa qualité, sa beauté ne doit pas être apprécié à la seule mesure de l'argent. (...)
La méthode du socialisme démocratique est créatrice de droits. Nous retenons la logique du contrat et de la loi pour conduire le changement. Cette logique tisse un réseau d'engagements réciproques ; elle déplace le conflit sur le terrain du compromis et de la réforme. Elle définit des garanties et des obligations qui rendent plus lisibles les rapports entre individus et groupes."
Michel Charzat a également présenté les quatre grands objectifs du Projet : "La citoyenneté intégrale -une utopie concrète- que nous plaçons au cœur de notre réflexion sur le ressourcement de la démocratie : mieux représenter, mieux impliquer ; rapprocher les citoyens des pouvoirs ; rééquilibrer les institutions ; enfin, élargir le cercle de l'égalité par une grande politique d'intégration et de lutte contre l'exclusion, le droit à l'activité, une volonté qui structure notre rapport critique avec le capitalisme. (...)
L'espace international que nous voulons solidaire et pacifique dans la perspective, à l'horizon lointain, d'une république universelle. (...) Au lendemain du sommet de Maastricht, les nouveaux horizons de l'Union européenne doivent permettre à notre pays de renforcer son influence."
Enfin, Michel Charzat a appelé à une rénovation des comportements et des structures au sein du PS : "Les courants de pensée sont indispensables, c'est une tradition des socialistes dont nous sommes fiers, mais ces courants doivent s'incliner devant l'intérêt collectif. Après l'aggiornamento des idées, il faut faire vivre autrement les socialistes, dépasser les courants actuels, déverrouiller le système, retrouver la fraternité et, donc, en finir avec ces comportements, ces cabales suicidaires, ces campagnes délétères, cet immobilisme tactique. (...) Autour d'une majorité efficace, d'une direction soudée, une volonté nouvelle doit être manifestée pour reconquérir l'opinion. (...)
J'en appelle à toi, Pierre, qui as tant voulu ce congrès et ce Projet, mais j'en appelle aussi à vous, Michel, Lionel et Laurent, ainsi qu'à vous tous, mes camarades : "Décrétons la pause des courants, décidons de réformer nos structures en rendant aux militants un choix plus libre de leurs responsables. Demandons à la direction de consacrer tous ses efforts, tout son temps, toute son énergie à ranimer la vie du Parti. Décidons, dans la logique du Projet, de grandes campagnes dans le pays pour combattre la droite et l'extrême droite et faire connaître nos objectifs, nos propositions."

## André Bellon

Succèdant à Michel Charzat, il a voulu relever quelques "ambiguïtés" concernant le rôle de l'Etat et de ses agents. "Non pour les critiquer, a-t-il précisé, mais pour chercher les voies de la revalorisation... Une science économique maîtrisée par des experts devient divinisée et sort du débat... Or, je ne crois pas qu'il y ait une seule politique possible et, plus que jamais, l'économique et le social doivent faire partie du débat démocratique." La définition de la démocratie, selon André Bellon, "c'est mettre la technocratie au service de l'homme."



Congrès du Projet

# Gérard Lindeperg

Pour lui, un seul thème : la poussée de l'extrême droite. "Le combat contre le national-populisme et tous les avatars du nazisme fait partie de ces causes qui nous mobilisent tout entiers, car ils touchent à nos racines et mettent en cause les fondements de notre identité. Parce que la poussée de l'extrême droite n'est pas un phénomène banal, elle ne doit pas être banalisée. Parce que le Front national représente un mal absolu, il doit être combattu absolument...

Le discours humaniste et les protestations antiracistes n'on pas suffi à circonscrire un mouvement qui a réussi à fidéliser un électorat dans toutes les couches de la population et plus particulièrement dans les quartiers populaires... Il s'agit d'un véritable mitage de la société." Selon certaines études, "le Front national dispose d'un potentiel qui touche le tiers de l'électorat français."



Dans cette inquiétante montée en puissance de l'extrême droite, "la droite porte une lourde responsabilité dans la mesure où elle a contribué à banaliser des thèmes qui, depuis la Libération, étaient tenus à l'écart de l'espace républicain... Un ancien président de la République et son ancien premier ministre ont apporté une caution dont on peut mesurer tous les ravages. En courant après le Front national, ils respectabilisent Le Pen et légitiment ses thèses... Nous sommes malheureusement le seul pays d'Europe où la droite se pose la question de savoir si elle doit ou non s'allier avec un parti national-populiste fascisant pour diriger le pays, le seul pays d'Europe où les limites entre la droite et l'extrême droite sont aussi floues."

Face à la menace, comment peut agir le PS ? "Toutes les actions individuelles ou collectives, à l'initiative d'associations ou de militants, doivent être soutenues... Mais le Parti doit être également présent en tant que tel et ne pas déléguer à d'autres -fussent-ils proches de nous- les responsabilités politiques qui lui appartiennent...

> **"SOYONS CLAIRS SUR CERTAINES QUESTIONS SENSIBLES"**

Le rappel des grands principes et les références historiques sont toujours nécessaires, mais elles ont peu de prise dans les quartiers populaires... Sachons poser les vraies questions en déplaçant le débat de l'immigration aux questions économiques et sociales. Parlons logement social, SMIC, IVG, éducation, etc., et montrons aux électeurs potentiels du Front national qu'ils seraient les premières victimes d'une politique de régression sociale sans précédent."

"Soyons clairs sur certaines questions sensibles, demande Gérard Lindeperg. Si nous devons prendre toutes les initiatives pour associer davantage les populations d'origine étrangère à la vie de leur quartier, évitons de polariser les conflits autour du droit de vote des immigrés."

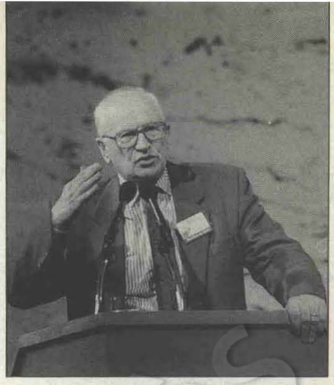
Pour engager ce combat anti-Front national, faut-il faire appel à toutes les bonnes volontés ? "Nous devons agir sans exclusive avec tous ceux qui veulent protéger le champ démocratique. Cela ne signifie pas qu'il faille dissoudre notre identité dans un front républicain. L'affrontement gauche-droite n'a rien perdu de sa pertinence..." Et en guise de conclusion, une allusion au débat sur le mode de scrutin : "N'oublions pas que moins nous aurons de députés Front national à l'Assemblée, mieux la démocratie se portera."

# Jean Poperen

"Nous avons un bon Projet. Il fallait cette réactivation idéologique, adoptée à une large majorité. Mais, pour le ministre des Relations avec le Parlement, "cela ne suffit pas". Et d'avancer deux explications "à l'inquiétude diffuse, rampante, insidieuse" de la société française : "Nous avons vécu près d'un demi-siècle dans le monde carré de l'affrontement de deux blocs. Cet ordre a été balayé." Surtout, "nous avons, en 1983, pris le tournant économique mais nous n'avons pas su définir la stratégie sociale qu'il impliquait. Cela explique l'éloignement de tant de ceux qui nous avaient fait confiance. Cela explique aussi la montée du Front national." D'où la revendication d'un contrat pour le progrès social. Il est temps en 1992 de se donner la stratégie sociale du tournant économique de 1983. Le temps presse." Les moyens du rassemblement ?

> **"NOUS DEVONS CREER LES CONDITIONS D'UNE STRUCTURE DE RASSEMBLEMENT OU SE RETROUVERONT TOUTES LES DIASPORAS EPARSES AUTOUR DE NOUS"**

"L'alliance de parti à parti, partenaires de taille égale, était l'exigence d'il y a vingt ans. Le parti d'Epinay était fait pour cela. La page est tournée. Nous devons créer les conditions d'une structure de rassemblement où se retrouveront toutes les diasporas éparses autour de nous. C'est au Parti socialiste d'en prendre l'initiative. Mais comment serait-il tenu pour sérieux par ses partenaires si lui-même ne proposait pas son propre dépassement ?" Il ne s'agit pas d'une "dissolution", soulignait Jean



Poperen. Pour lui, le PS devrait se fondre dans "un ensemble plus vaste : parti du mouvement, parti de progrès, parti de la réforme. Je souhaite qu'on le décide à ce congrès, sinon, il pourrait être un peu tard."

# Laurent Fabius

Il tient devant le congrès, un "discours de la rénovation". Pour lui "deux novations majeures s'affirment : l'impératif écologique et le choix européen." Le président de l'Assemblée nationale explique : "Le choix européen sera, vu de l'histoire, le grand acquis des septennats Mitterrand. La conférence de Maastricht débouche sur un nouveau traité de Rome.

Dans peu d'années, une seule monnaie, une politique étrangère et de défense commune, une citoyenneté européenne. L'Europe va s'élargir progressivement à de nouveaux pays, sa politique rejoindra sa géographie. Tout engagement national aura une résonance européenne et, quatre-vingts ans après Jaurès, le socialisme -dans ses analyses, dans ses programmes, dans ses instances- sera nécessairement européen. (...)

L'impératif écologique, lui, s'est peu à peu imposé à mesure que s'accumulaient les catastrophes et les nuisances. Il n'est pas vrai, contrairement à ce qu'on entend dire parfois, que nous ayons toujours été très sensibles à cette préoccupation.

Nous sommes avant tout des combattants de la justice sociale. Nous avons d'abord été, et nous restons, habités par la question sociale. La question écologique ne nous a été posée que plus récemment par la vie et par les Verts. Désormais, nous l'avons intégrée. Notre Projet comporte la volonté forte d'une

restructuration écologique de notre société, mais reconnaissons que beaucoup, en pratique, reste à faire -j'y reviendrai- pour que le réflexe essentiel de défense de l'environnement nous devienne aussi spontané que celui de la défense des salariés."

Laurent Fabius a évoqué ensuite les quatre éléments constitutifs de la gauche : "le choix de l'Europe, l'écologie responsable, la démocratie sociale, un Etat efficace." Et il s'est prononcé sur la stratégie : "Pour faire passer ces idées dans les faits, nous ne disposerons vraisemblablement pas, à nous seuls, socialistes français, de la majorité des voix dans notre pays mais il est hors de question, en tout cas



pour moi, qu'afin de gouverner, nous servions d'appoint à d'autres forces qui nourriraient un projet contraire. On ne peut séparer le Projet et la stratégie. Il nous faudra donc plus que jamais rassembler la gauche, rassembler à partir de la gauche, y compris les écologistes, rassembler toutes les forces de progrès et rejeter toute combinaison douteuse où nous nous perdrions nous-mêmes."

Laurent Fabius a tracé les axes d'une "triple rénovation" du PS : celle des idées, de l'organisation et des pratiques militantes. "Avec le Projet, la rénovation des idées est en train de s'accomplir. Nous avons pris la mesure des évolutions qui bouleversent le monde et la France. Nous disons en quoi et pourquoi nous avons changé. Nous cherchons à définir les prochaines étapes du futur démocratique. (...)

Mais la rénovation de nos pratiques, celle de notre organisation, reste devant nous. Un parti comme le nôtre doit savoir mieux écouter ses militants, il ne le fait que très peu. Du coup, quand ils parlent vraiment franc, c'est pour critiquer ou pour condamner : cela reste à organiser.

Un parti comme le nôtre n'est pas un parti social-démocrate comme les autres : notre seul réseau actuel, ce sont les élus, mais nous ne les mobilisons pas assez. Nous ne pouvons compter sur aucun véritable appui syndical. Nous ne disposons pas de relais suffisamment puissants dans la société. Depuis dix ans, l'une de nos plus graves difficultés, n'est-ce pas précisément d'avoir voulu faire de la social-démocratie mais sans les outils de la social-démocratie ? Cela reste à organiser. Les formes de notre militantisme aussi doivent se diversifier. (...)

La liaison entre le gouvernement et le Parti devra aussi être fortement améliorée. Entre les dirigeants nationaux du Parti et l'exécutif, pour éviter l'alternance de la cacophonie et du silence. Entre les responsables départementaux, les militants et l'action gouvernementale aussi, afin que chacun soit impliqué, avant et après la décision. Sur ces points, nous avons beaucoup de progrès à accomplir : cela reste à organiser." Laurent Fabius a présenté trois propositions pour donner une nouvelle dimension morale au financement du PS.

Enfin, il a insisté sur la permanence des valeurs socialistes. "Du fait de l'exercice du pouvoir en temps de crise : nous avons, c'est vrai, perdu certaines de nos illusions. Pour autant, nous n'avons pas renoncé à nos convictions. Beaucoup de nos certitudes antérieures ont été ébranlées. Mais les valeurs qui ont fondé notre engagement restent intactes, qu'elles s'appellent justice sociale, égalité des chances, solidarité, droits de l'homme, coopération internationale ou laïcité." Il a conclu : "En France, par la détermination du Parti socialiste à être le fer de lance de l'action contre l'extrême droite et, à ne jamais oublier, en défendant l'intérêt général, les intérêts des catégories dont nous sommes d'abord les défenseurs."

## *Pierre Moscovici*

Tout au long de son intervention, Pierre Moscovici a voulu montrer comment le Projet pouvait être une réponse concrète à la crise politique que connaît la France. "Dans les grands pays occidentaux, le libéralisme a échoué : le chômage, les dégâts causés par les excès de l'argent, la crise de l'Etat-providence, le malaise des villes, les phénomènes de pauvreté en témoignent... A regarder la situation de la France, les éléments d'apaisement ne manquent pas : c'est une démocratie où la solidarité et la liberté ne sont pas de vains mots ; le service public, pour affaibli qu'il soit, n'est pas en déshérence."

Malgré tout, l'opinion décroche : "Comment échapperions-nous à cette crise, alors que la pratique du pouvoir, source de perte d'innocence et d'imagination, et nos propres divisions nous ont conduit à une certaine immobilisation ? Le pouvoir est triste, sans projet, rappelle Pierre Moscovici, et le Projet peut être la réponse à cette crise politique. D'abord parce qu'il permet une clarification politique. Ensuite, il est un instrument de combat politique. Il montre la persistance des clivages droite / gauche. La droite reste profondément divisée, comme le prouvent les premières réactions face à Maastricht : entre le fédéralisme absolu de VGE et le retour vers la thèse du "parti de l'étranger" qui tente une partie du RPR, quel grand écart !

Quant au FN, il montre son véritable visage. Les cinquante mesures sur l'immigration font frémir. Mais sait-on, qu'en matière économique et sociale, le FN propose la désétatisation intégrale de l'économie, la réduction du nombre de fonctionnaires de 40.000 à 60.000 par an, la suppression des 39 heures payées 40 ?

Enfin, troisième fonction du Projet : permettre une relance de l'action politique. "Pour cela, il nous faut embrayer sur la confection d'un programme : je crois à la coresponsabilité, par l'ouverture des conseils d'administration et de surveillance de toutes les entreprises de plus de mille salariés. Je crois à la nécessité du partage de travail, à de nouvelles étapes vers les 35 heures."






Congrès du Projet

"Le Projet n'est pas tout, conclut Pierre Moscovici, mais il sert à dire ce que nous sommes, s'il débouche vite sur un programme pour l'action."

## *Jean Glavany*

En fin de journée, Jean Glavany, a lancé un véritable appel pour que ce congrès soit celui du sursaut et du serment de la fidélité : "Ne laissez pas tomber la chose publique !

La meilleure façon de préparer 1995, c'est de soutenir jusqu'au bout le septennat de François Mitterrand... Notre sort politique à tous, parti, gouvernement, président, est indissociablement lié." Face à un dispositif socialiste trop éclaté, Jean Glavany préconise de "rétablir des passerelles."

## *Jean-Yves Autexier*

Au nom de Socialisme et République, il devait contester la représentation de son courant à la commission des résolutions. Seule petite fausse note de cette première journée qui a été surtout marquée par des interventions de fond.

**Compte-rendu de séance établi par J.-P.B., P.J. et M.T.**

# Côte-d'Ivoire : "nos militants ont besoin de savoir qu'ils ont des camarades partout dans le monde"

*A la tête de la délégation ivoirienne, Laurent Gbagbo, qui a été le candidat de l'opposition démocratique aux dernières élections présidentielles en Côte-d'Ivoire.*



▲ *Laurent Gbagbo.*

**Quelle a été l'évolution de la Côte-d'Ivoire depuis l'élection présidentielle où vous vous êtes présenté contre Houphouët-Boigny ?**

***Laurent Gbagbo.*** Aujourd'hui, il y a un certain nombre de points positifs. D'abord, la tenue de l'élection avec deux candidats. Il ne faut pas bouder son plaisir. Nous avons milité trop longtemps en faveur d'un régime démocratique pour snober ce que nous avons acquis. La nomination d'un premier ministre, inscrite dans notre profession de foi, à nous socialistes ivoiriens, aété faite : c'est à mettre au crédit de la lutte que nous avons menée. A présent, deux groupes parlementaires siègent à l'Assemblée nationale : le Front populaire ivoirien et le groupe de l'ancien parti d'Houphouët. Cela dit, la situation reste caractérisée par une grande tension. Tout le monde a conscience que le jeu électoral a été truqué. Dans certains domaines comme ceux de l'éducation nationale, c'est explosif : deux années scolaires ont été sérieusement écourtées. Et la situation économique est extrêmement mauvaise. Nous avons 16,5 milliards de F CFA de dette extérieure et, par tête d'habitant, nous sommes aussi endettés que le Brésil. La dette intérieure a dépassé 1.050 milliards de francs CFA. 15% seulement des jeunes ont un emploi. Le chiffre officiel est de 25% de chômeurs, mais 80% des Ivoiriens sont exclus du système économique moderne.

**Dans cette période où l'aspiration démocratique souffle sur l'Afrique, qu'attendez-vous du Parti socialiste ?**

D'aider la liberté à progresser. Aujourd'hui, partout en Afrique, c'est une bataille entre statu quo et démocratie. Au Togo, le cas est vraiment emblématique. Nous avons deux personnalités dont l'une, Yadema, incarne l'ordre ancien et Koffigoh, la voie démocratique. Le Parti socialiste doit soutenir concrètement les efforts des démocrates d'aller jusqu'au bout du processus de démocratisation. Je n'aborderai pas aujourd'hui le sujet délicat d'une intervention militaire. Mais nous demandons aux partis démocratiques s'ils sont prêts à nous envoyer, lors des campagnes électorales, des observateurs internationaux.

Le Parti socialiste est-il prêt à nous fournir une aide technique, ne serait-ce que des affiches, pour nos campagnes ? Ce n'est pas toujours l'armée, les milliards, qui comptent, la présence peut être plus modeste mais plus décisive. Nos militants ont besoin de savoir qu'ils ont des camarades disséminés partout dans le monde. Nous avons beaucoup plus besoin de cette certitude que d'argent ou de mitraillettes. ◆

## ● VENDREDI, L'ARCHE... VENDREDI, L'ARCHE... VENDREDI

### LA BOUTIQUE PS : DES IDÉES CADEAUX

*Entre les pin's, les livres et les gadgets, la boutique PS attire de nombreux congressistes et visiteurs. Sur place, Annick, Eve, Karine, Sylvie et Jean-Michel présentent les articles. Ils proposent toute une série d'objets "spécial fêtes". On peut donc faire son plein de cadeaux. Il suffit de choisir entre cravates, foulards, parures de stylos, nécessaire de bureau... La fantaisie, mais aussi la beauté et l'humour, sont au rendez-vous : chacun y trouve son compte.*



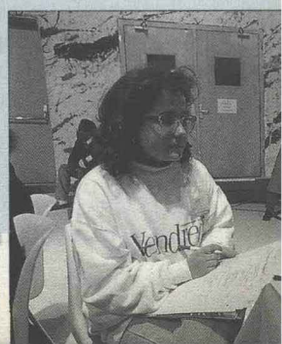
*Entre le petit truc sympa que l'on accroche aussitôt à sa veste et l'article plus élaboré que l'on déposera sur un bureau, le poing et la rose brillent de mille feux. Une série de suggestions, juste avant les fêtes.*

### LE MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES SE MOBILISE

*"Nous sommes un mouvement dynamique qui a de l'avenir et beaucoup de projets", expliquent Christian Biyola et Stéphane Pacalet, tous deux présents jusqu'à dimanche sur le stand des MJS. Ils espèrent, pendant toute la durée du congrès, faire connaître leurs actions et inciter les jeunes à se mobiliser davantage, en particulier pour lutter contre le Front national. Il ne suffit pas de dire "nous en avons assez", insiste Christian, pour changer quelque chose. Les jeunes doivent s'engager." Un peu partout, le MJS mène des actions spécifiques. A Nice, par exemple, comme l'explique Christine Mirauchaux, déléguée fédérale à la jeunesse et conseillère municipale, "Nous allons dans les universités, les bars, les quartiers où se retrouvent les jeunes pour leur dire de s'inscrire sur les listes électorales et, en général, les jeunes sentent qu'il y a, aujourd'hui, quelque chose à faire. C'est plutôt positif." On peut aussi aider le MJS en achetant son pin's : 20 F (sur le stand).*

### PARLEZ-NOUS DE "VENDREDI"

*Ils sont six, ils sont très sympathiques, ils font partie du Mouvement des jeunes socialistes de Genevilliers-Asnières. Ils se nomment : Thomas Bessot, Edwige Pelloux, Régis Roy, Thierry Garaios, Christian Burel et Eric Pinot. Jusqu'à dimanche, ils vont circuler parmi vous et vous questionner*



# Cambodge : le PS a toujours joué un rôle très important dans le règlement du conflit cambodgien



Congrès du Projet

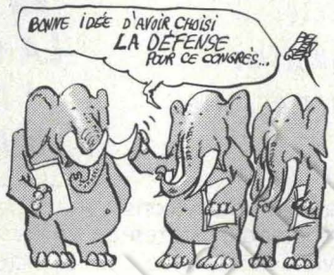
Norodom Ranaviddh.

*Entretien avec Norodom Ranaviddh, fils du prince Sihanouk, secrétaire général du parti sihanoukiste, le FUNCIPEI.*

**Après les manifestations contre le retour des chefs khmers rouges, êtes-vous toujours optimiste sur le déroulement du processus de paix ?**

Le peuple cambodgien a réagi avec beaucoup de maturité. Pour lui, ce qu'il y a de plus important, c'est l'application du plan de paix. Cela ne veut pas dire qu'il aime le retour des Khmers rouges au pouvoir. Mais il pense que la paix est plus importante que le danger khmer rouge et que ce danger peut être supprimé par l'application du plan de paix et par les élections organisées par les Nations Unies.

Les manifestations n'ont pas empêché le Conseil national suprême de se réunir à Pattayah sur la convocation de son président, le prince Sihanouk. Au cours de ce conseil, Hu-Sen a pu donner des assurances sur la garantie, la sécurité à fournir à tous les membres du conseil. Les cinq grands, par la voix du représentant français, ont fait savoir que les Nations Unies allaient accélérer l'envoi des premiers contingents, qui doivent arriver en février 1992. Cela ne veut pas dire que c'est à l'ONU d'assurer la sécurité des membres du Conseil national suprême, mais il est évident que la présence internationale apporte une garantie de plus. Ce sont les deux enseignements positifs que j'ai tirés des événements du 27 novembre. Comme on le dit en France : à quelque chose malheur est bon. Donc je suis résolument optimiste sur l'avenir du Cambodge.




**Que signifie votre présence au congrès ?**

Je suis ici en tant que représentant officiel du Cambodge, de mon père, président du Conseil national suprême et du parti sihanoukiste, le FUNCIPEI. Je suis ici pour exprimer par ma présence notre gratitude à la France, au président de la République qui, ne l'oublions pas, a pris l'initiative de convoquer la conférence sur le Cambodge en 1989. C'est grâce à cette initiative qu'a été obtenu un succès éclatant, celui du 23 octobre, la signature de l'accord historique de paix.

Je voudrais aussi souligner que la France est le premier pays à envoyer un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et non pas un représentant. Depuis 1981 jusqu'à aujourd'hui, la politique du Parti socialiste au pouvoir a été constante dans la recherche de la paix au Cambodge et dans le soutien accordé au prince Sihanouk.

Le Parti socialiste, en tant que parti au pouvoir, a toujours joué un rôle très important dans le règlement du conflit cambodgien et, dernièrement, la France a été le premier pays à accorder une aide de 20 millions de F.

**Propos recueillis par B.C.**

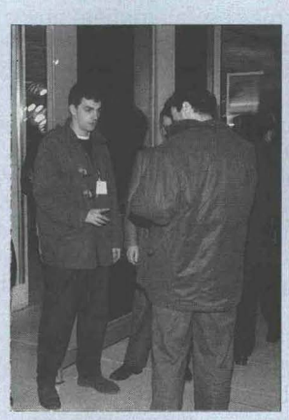
## , L'ARCHE... VENDREDI, L'ARCHE... VENDREDI, L'ARCHE...

*sur "Vendredi". Un petit sondage qui nous permettra de connaître vos attentes et vos idées. Cela ne vous prendra pas plus de dix minutes. Réservez à cette équipe un accueil chaleureux. Ils sont tous bénévoles et méritent un coup de chapeau. Vous pouvez aussi répondre à ce questionnaire directement au stand de "Vendredi". Notre journal donne la parole à ses lecteurs. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions. Le résultat de ce sondage express sera publié dans notre premier numéro de 1992.*



### LE SERVICE D'ORDRE : DES MILITANTS AU SERVICE DES MILITANTS

*C'est Gérard Hoang-Cong, un habitué des congrès, qui supervise, pendant tout le week-end, le service d'ordre qui veille sur notre sécurité.*



*Ils sont plus de deux cents, des hommes, des femmes, tous militants bénévoles. Ils sont un peu partout, à chaque porte, dans chaque zone de passage... Ils ont l'œil. "Je ne suis pas inquiet, précise G. Hoang-Cong, mais il faut toujours rester attentif et il y a autant de travail au début qu'à la fin du congrès." Cette équipe fait un travail un peu ingrat et mérite de chaleureux remerciements. Sans service d'ordre, aucun congrès ne serait possible. Bravo à toutes ces camarades dévouées.*

### LE CENTRE CONDORCET : AU SERVICE DES ÉLUS

*Joëlle Jedryka, directrice du Centre Condorcet, et son assistante Marie-Claude Loubère sont à l'écoute des militants et des élus locaux pour leur présenter tous les stages que propose le Centre Condorcet, outil de formation du PS et de la FNESR. En outre, le Centre Condorcet vient de publier le premier numéro d'une lettre d'information. Celle-ci résume les différentes actions entreprises et propose un calendrier de stages pour le premier semestre 1992 (stages ouverts à tous les militants et à tous les élus). On peut se procurer cette lettre directement au stand du Centre.*



Congrès du Projet

# Jorge Semprun :

## "Ce qui ne s'épuise pas, c'est le socialisme démocratique"

*Du "Grand Voyage" (1), son premier roman, sur les camps nazis, à son poste de ministre espagnol de la Culture, Jorge Semprun a vécu et écrit les événements majeurs du siècle. Du communisme à la social-démocratie.*

**Romancier, militant, homme politique, votre vie est tissée de ces trois destinées. Quelle relation entretiennent-elles ?**

Mener une vie d'écrivain pur, quand on est né en Espagne, qu'on a connu la guerre civile à treize ans, l'exil à seize, la résistance à dix-huit, les camps à vingt, aurait été très difficile. L'écriture et l'histoire ont toujours été mêlées. J'ai essayé de prendre des distances tour à tour avec l'une et l'autre. La dernière étape a été de devenir ministre de Felipe Gonzalez. Il y aura toujours dans ma vie une espèce de va-et-vient. Mais la politique est toujours là. Même quand je suis éloigné d'une activité vraiment "militante", la trame de mes livres est toujours liée à l'histoire, autobiographique ou non. Je mourrai avant que cette source soit épuisée. Quand je lis les lettres de Flaubert ou les journaux intimes de Kafka ou d'écrivains beaucoup plus proches de nous, des vies consacrées à la littérature, je conclus que je ne suis pas un véritable écrivain. Je peux interrompre une magnifique page d'écriture pour un copain de passage.

**Le rôle des intellectuels a-t-il changé depuis les années 30 ?**

A changé leur rapport avec la vérité absolue. Aujourd'hui, aucun ne pense plus être dans le sens de l'histoire.

> **L'INTELLECTUEL, PORTEUR DE VERITES ABSOLUES, A DISPARU**

L'affaire Dreyfus, d'où date le parti des intellectuels, a privilégié l'aspect critique d'une société qui permettait le mensonge et l'injustice. Ce rôle sera toujours nécessaire, quel que soit le type de société. En revanche, le rôle de porteur de vérités absolues a disparu.

Cette fonction sociale se passe ailleurs, c'est le prix à payer pour la désaliénation de l'intellectuel.

**"La société dans laquelle nous vivons est un horizon indépassable", dites-vous dans une interview au "Monde". Dans quelle société vivons-nous donc ? Qu'est-ce qui est indépassable ?**

C'est une reprise ironique du mot de Sartre : "Le marxisme est un horizon indépassable." Sont indépassables l'économie de marché, la propriété privée que le communisme, mais aussi le socialisme démocratique, ont cru pouvoir abolir: Blum, pourtant un des hommes les plus lucides sur les démocraties du XXe siècle, était convaincu que le droit de propriété, comme le fonctionnement du marché, devait être modifié drastiquement. Nous n'en sommes plus là. Mais la société est aussi invivable. Si on la laisse fonctionner, elle crée automatiquement de l'injustice.

**Que faut-il réformer ?**

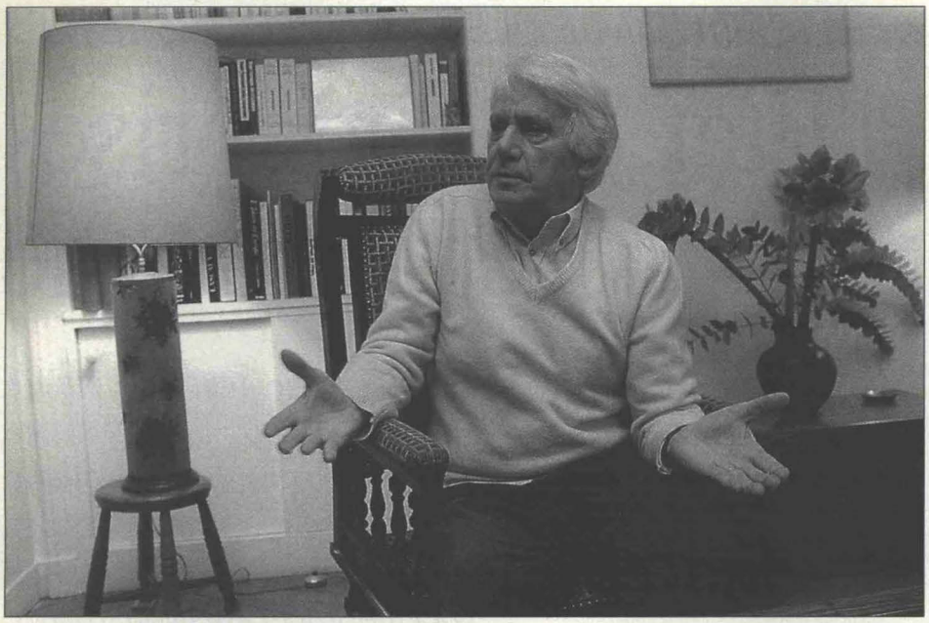
Il faut intervenir dans les mécanismes du marché. Le marché crée des situations de monopole ou de privilège, qui faussent ses propres mécanismes. Il faut réinventer un fonctionnement démocratique qui soit constamment réformateur. Rien ne dit que la création de nouvelles forces productives par une société informatisée qui, aujourd'hui, crée du chômage, ne va pas produire le processus d'accélération historique qui permettra de dépasser ce qui, aujourd'hui, paraît indépassable. Nous avons l'expérience du communisme. En 1922-1923, déjà, Lénine avait échoué, il était obligé de revenir à la NEP, à l'économie de marché. Tout cela a été théorisé comme un repli permanent. On revient à une théorie qui a toujours été marginalisée par le bolchevisme et même par le socialisme démocratique. Pourquoi ne nous mettons-nous pas vraiment à réfléchir à cela ? La gauche a diabolisé l'influence libérale. Puis elle l'a assimilée. Jusqu'à présent, cette composante libérale s'arrêtait aux frontières de la politique économique.

> **LA GAUCHE A DIABOLISE L'INFLUENCE LIBERALE. PUIS ELLE L'A ASSIMILEE**

La victoire historique de la social-démocratie sur le bolchevisme, c'est d'avoir préservé cette liberté de pensée. Mais il faut réfléchir aussi à ce que fut le libéralisme à l'intérieur d'une gestion socialiste de l'économie. En Espagne, certains essaient de faire croire que le débat se situe entre sociaux-démocrates et libéraux. Ce n'est pas vrai. En réalité, le débat se situe entre sociaux-démocrates et populistes de gauche.

**Ces partis sociaux-démocrates ont-ils su se doter d'une éthique, inventer des valeurs morales ?**

L'une des conséquences de la chute du communisme est l'effondrement du mythe révolutionnaire. Il faut se souvenir que la démocratie a été le système le plus attaqué au cours du XXe siècle, à droite comme à gauche, par le léninisme, le fascisme ; elle n'a été défendue que par quelques libéraux et les sociaux-démocrates. En 1939, le pacte germano-soviétique a montré la conjonction des deux totalitarismes. Qui croyait alors que la démocratie allait surmonter la crise ? Reste que la social-démocratie ne fonctionne pas sur des mythes, ne produit pas de valeurs exaltantes. Il faudra du temps pour recréer des valeurs qui ne soient pas



transcendantes mais quotidiennes. Il est absolument nécessaire de réintroduire dans le mouvement socialiste des valeurs dévoyées, comme l'écologie, l'antiracisme. Là sont les valeurs de la démocratie. Comment réinsérer dans le social ces valeurs qui sont celles de la jeunesse d'aujourd'hui ? Sans tomber dans le culte de la jeunesse, ni dans celui de l'écologie. L'écologie, si on la prend comme une philosophie, est réactionnaire : la culture, ce n'est pas la défense de la nature. D'ailleurs, aucun système n'a été plus soucieux d'écologie que le système nazi. Il faut faire très attention. Travailler pour extirper ce qu'il y a de progressiste et laisser de côté ce qu'il y a de confus pour ne pas dire réactionnaire.

Dans nos sociétés judéo-chrétiennes, les valeurs exaltantes ont toujours été des valeurs de sacrifice. Nous sommes à un moment de changement de civilisation. Il faut réinventer. Les intellectuels, pas plus que les partis, les institutions ou la société ne peuvent le faire seuls. Le type de parti politique qui, peu ou prou, s'inspire de la social-démocratie, dont est sorti le léninisme, le bolchevisme, s'épuise. Ce qui ne s'épuise pas, c'est la fonction du socialisme démocratique. Réinventons un parti qui soit un parti de citoyens, pas de l'appareil ni des avant-gardes.

**Partout où les partis sociaux-démocrates sont puissants, notamment en Espagne et en France, ils sont en crise. Comment l'expliquez-vous ?**

Les sociaux-démocrates français ont une expérience de gouvernement dont ils n'ont pas à être honteux. Ils doivent la théoriser, l'analyser, la valoriser alors qu'ils passent leur temps à dire "ce n'est pas ce que nous voulions, mais nous avons été obligés, nous avons essayé de faire autre chose, mais ça n'a pas marché." Mais non ! Ce qu'ils ont essayé de faire en 1981 n'était pas juste. Fort heureusement, ils ont corrigé. Cela a permis aux Espagnols de ne pas commettre les mêmes erreurs en 1982. Il est évident que certaines décisions n'ont pas donné les résultats escomptés.

> **DANS LE SENS POLITIQUE ET MORAL DU TERME : IL NE FAUT JAMAIS S'HABITUER AU POUVOIR**

Il faut corriger les mécanismes au lieu de les gérer simplement. Dans le sens politique et moral du terme : il ne faut jamais s'habituer au pouvoir. Il faut l'occuper mais ne pas s'y habituer. Seuls les conservateurs sont habitués au pouvoir, ils l'ont de naissance et ils sont tellement peinés de ne plus l'avoir qu'ils sont un peu désorientés.

**Vous allez écrire un livre...**

Je termine un essai en français, une réflexion sur l'écriture et la mémoire des camps de concentration. Parce que je ne pouvais écrire que cette expérience-là, et que je voulais oublier pour vivre, je n'ai pas écrit pendant dix-sept ans. J'ai fait de la politique à la place parce que la politique, c'est l'avenir. L'écriture, pour moi, c'était la mémoire. C'est un essai masqué, avec une forme narrative, presque des personnages. L'origine de cet essai est très précise. J'écrivais "Netchaïev est de retour" (2). Dans ce livre, un personnage arrive au camp de Buchenwald pour chercher un ami, disparu. Habituellement, j'écris une page et demie par jour. Je me suis retrouvé au bout de la journée avec vingt pages. Nous étions le 19 avril 1987, jour anniversaire de la libération de Buchenwald. Inconsciemment, la mémoire m'avait joué un tour. J'étais replongé sans le savoir dans mon passé. Dans ces pages, apparaissait le souvenir d'une phrase de Primo Levi, qui a écrit sur les camps les pages les plus fortes. Le lendemain, 12 avril, Primo Levi se suicidait : le moment était arrivé de réfléchir à tout ça.

**Vous qui appartenez à deux cultures, comment voyez-vous la montée actuelle des nationalismes ?**

Je suis l'exemple même d'une personne complètement immunisée contre les passions nationales. C'est une chose qui me paraît absurde.

> **L'UN DES ANCRAGES DU SOCIALISME DEMOCRATIQUE, C'EST L'EUROPE**

Nous sommes dans une période très complexe, qui peut très mal finir. Toutes les passions nationales, congelées par le communisme, réapparaissent. En même temps, avec l'Europe, nous sommes en train de faire un pas décisif vers la supranationalité, vers des ensembles différents. Nous avons aujourd'hui la possibilité d'insérer peu à peu des entités nationales comme la Croatie, la Catalogne dans des ensembles supranationaux, mais à condition que chacune ne revendique pas son Etat, sa diplomatie, son armée et sa frontière ! Economiquement, c'est absurde ! Il n'y a pas de vision européenne de la crise yougoslave : il y a une vision allemande, une vision française, une vision autrichienne. Il n'y a pas de vision espagnole parce que l'Espagne est encore un peu marginalisée. Elle aurait pourtant beaucoup à dire avec son expérience de la guerre civile, la plus récente en Europe. Elle pourrait témoigner du prix à payer. Il faudrait une vraie vision européenne, qui puisse intégrer toutes les autres. On y arrivera, mais ce sera long et difficile. L'un des ancrages du socialisme démocratique, c'est l'Europe. C'est là où nous pouvons concrètement renouveler nos valeurs internationalistes.

**Propos recueillis par Bernard Chaouat et Patricia Jaffray**

*(1) Gallimard*
*(2) Editions Jean-Claude Lattès*



Congrès du Projet

ECONOMIE : LE PARTAGE DES ROLES

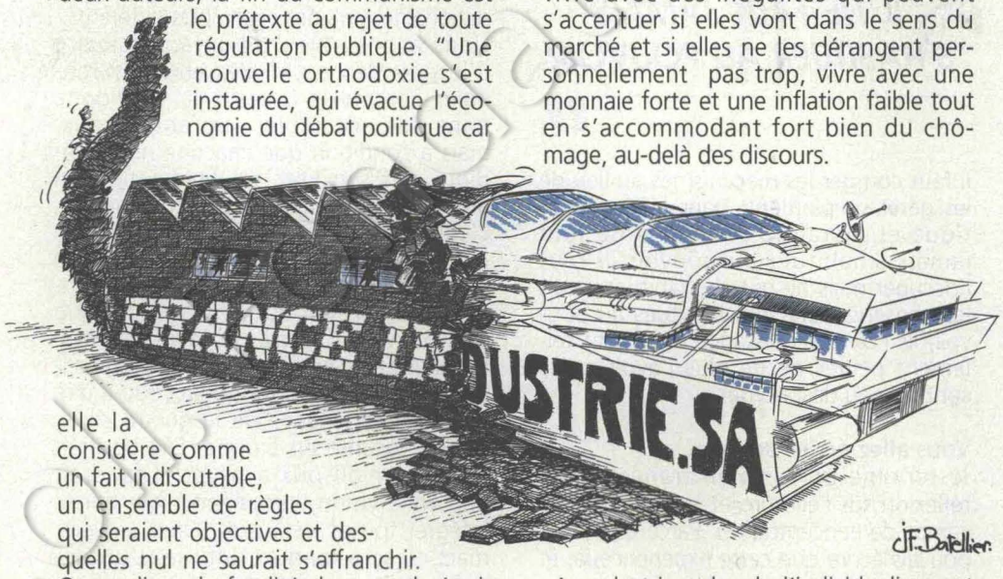
# l'Etat, les entreprises et le marché

*Il n'y a pas si longtemps, avant "la" crise, tout était simple. Il y avait, d'un côté, le capitalisme, et, de l'autre, le communisme. Avec des variantes, certes, -et les socialistes savaient les décliner avec infinie délectation. On était d'un côté ou de l'autre, et tant pis pour les scories qu'on observait. Aujourd'hui, le communisme s'est effondré, le capitalisme triomphe partout.*

Le capitalisme ? Michel Albert en donne une définition claire (1) : c'est "la libre fixation des prix sur le marché et la libre propriété des moyens de production." Après une première phase, contre l'Etat, et une deuxième, le capitalisme encadré par l'Etat qui corrige les excès du marché et tempère ses violences, on est entré, depuis une dizaine d'années, selon Michel Albert, dans une troisième phase : celle du capitalisme à la place de l'Etat. Le marché est bon, l'Etat est mauvais, la protection sociale n'est plus un critère de progrès de la société mais un encouragement à la paresse. L'impôt n'est plus un moyen essentiel pour concilier développement économique et justice sociale, il décourage les plus dynamiques et les plus audacieux. Il faut donc réduire les impôts et les cotisations sociales, déréglementer, c'est-à-dire faire reculer l'Etat sur toute la ligne pour que le marché puisse libérer les énergies créatrices de la société. La revalorisation des entreprises a tourné à "l'apologie exclusive" du marché, à l'apologie du temps présent.

## UNE APOLOGIE EXCLUSIVE DU MARCHE

"La pensée économique libérale a fait autant de percées que l'interventionnisme traditionnel a connu d'échecs", reconnaissent Pierre Moscovici et François Hollande (2). "La gauche française s'est placée sur le terrain de l'adversaire." Pour beaucoup, regrettent les deux auteurs, la fin du communisme est le prétexte au rejet de toute régulation publique. "Une nouvelle orthodoxie s'est instaurée, qui évacue l'économie du débat politique car elle la considère comme un fait indiscutable, un ensemble de règles qui seraient objectives et desquelles nul ne saurait s'affranchir.




On souligne la fatalité des grands équilibres, on veut donner toute leur place aux marchés, et on a vidé de toute substance les grands instruments d'action conjoncturelle. "L'idée nationalisatrice" connaît un déclin que confirme celui de l'économie mixte.

En quinze ans de crise, tous les pays occidentaux ont mis en œuvre une collectivisation douce, en se référant plus ou moins implicitement à l'Etat providence. Et fortement augmenté, depuis 1973, la part des dépenses publiques dans la richesse nationale. Pourtant, quand on prononce le mot solidarité, tout le monde traduit "solidarité des autres pour moi". Les Français ont appris à "vivre avec" : vivre avec l'exclusion dans leurs frontières et la misère du tiers monde au dehors, vivre avec des inégalités qui peuvent s'accentuer si elles vont dans le sens du marché et si elles ne les dérangent personnellement pas trop, vivre avec une monnaie forte et une inflation faible tout en s'accommodant fort bien du chômage, au-delà des discours.

Avec le triomphe de l'individualisme et de l'uniformisation des comportements, le durcissement social accompagne la déculpabilisation de l'argent : ce sont les quatre changements de fond dans les comportements, les habitudes de vie et de pensée des Français, selon une enquête récente du CREDOC (Centre de recherche et de documentation sur la consommation). Ce règne de l'argent roi nous rapproche du monde anglo-saxon.

"Nous ne sommes pas libres de vouloir ou non l'existence de l'argent : nous ne pouvons que constater son imprégnation dans tous les pores de la société et dans tous les actes et pensées des individus", constate André Gauron (3). "L'argent est la modernité du monde. Il fonde notre liberté. Mais il est aussi sa négation. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas l'ignorer ni nous satisfaire de condamnations morales. Le règne de l'argent appelle celui de la lucidité."

## L'ETAT A DEÇU

Mais où est la lucidité aujourd'hui ? Pierre Bauby (4) n'a pas tort de constater sobrement : "La problèmatique d'unité contradictoire apparaît davantage rendre compte de la réalité de la France contemporaine." Philippe Delmas va plus loin dans le raisonnement (5) : "A l'heure du sauve-qui-peut du pouvoir d'achat ou de l'emploi, chacun s'est estimé handicapé par le poids de la collectivité." Le réseau des solidarités apparaît comme "une vaste mécanique improductive. (...) Animateur et gardien du sens, l'Etat a déçu, par excès de promesses plus que par défaut d'action." Aujourd'hui, il s'excuserait presque d'exister. Il a pris un coup de vieux. On parle de moins d'Etat, de mieux d'Etat. Mais, s'il semble avoir perdu le crédit de faire, il a gardé le pouvoir d'empêcher, s'attirant les rancœurs des citoyens qui sont devenus "les spectateurs chagrins" de son action.

De fait, la légitimité de l'action publique n'est pas encore retrouvée. Et Philippe Delmas continue son réquisitoire : "L'Etat

est encore victime -et coupable- d'une formulation obsolète de son rôle. (...) Il lui manque encore une certitude de lui-même, la conviction de son identité. (...) Ce n'est pas en se retirant mais en se renouvellant qu'il se rend efficace."
Dans l'esprit de beaucoup demeure l'idée de base du libéralisme radical : l'action de l'Etat est antinomique avec le marché. "Le marché est le mode de régulation privilégié de l'activité économique : il ne connaît pas, en tant que système, d'alternative", reconnaissent Pierre Moscovici et François Hollande. Alors, la cause est-elle désespérée ? Pas du tout : "Il n'est pas de marché sans imperfections. Celles-ci appellent, au niveau national, une action de l'Etat pour freiner les dérives et contribuer à moderniser l'économie et la société."

## LE GARDIEN DES HORLOGES

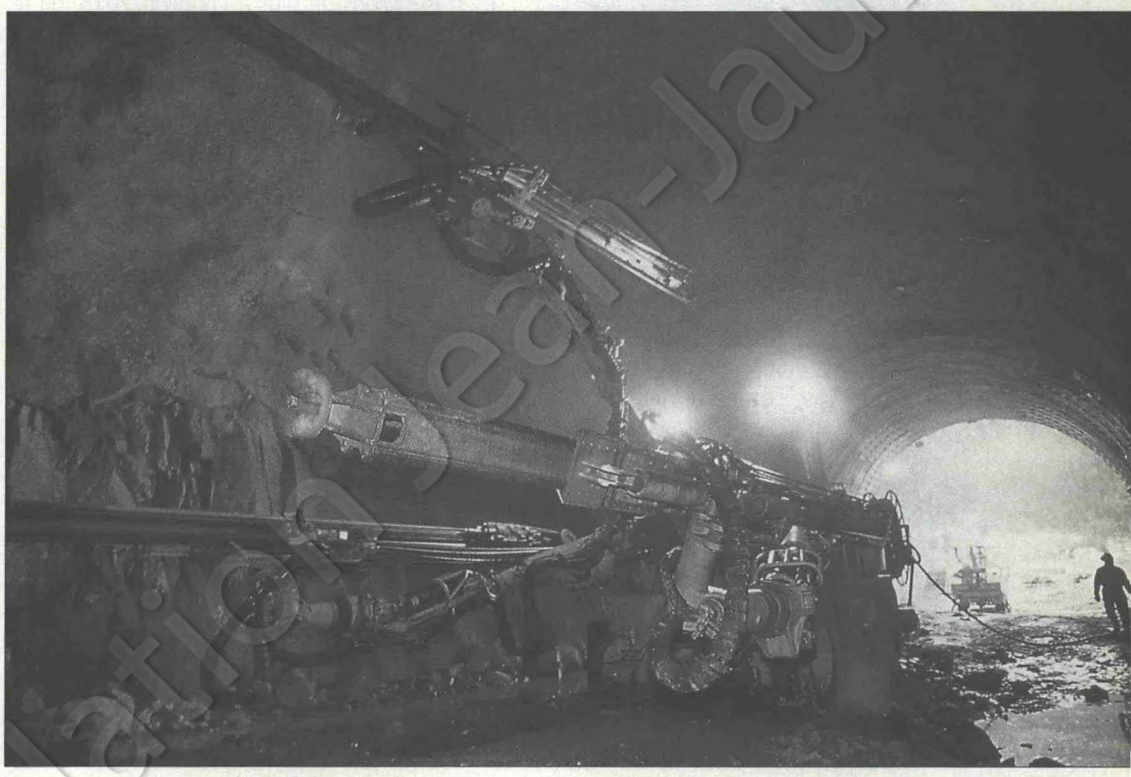
S'il n'y avait pas l'Etat, qui gérerait les infrastructures, qui soutiendrait les investissements ? La collectivité publique gestionnaire est la seule à pouvoir mettre en œuvre une vision d'ensemble de l'intérêt général. Les entreprises vivent en fonction du rythme trop rapide des marchés. Seul, l'Etat peut être garant de la continuité. Seul, il peut donner le temps au temps. Le temps, c'est aussi la hantise d'un homme, Jacques Roger-Machart (6), qui plaide en faveur d'un dossier bien particulier, celui des PME, en souhaitant que son livre "contribue à nourrir la réflexion gouvernementale et à inspirer une politique qui s'inscrive dans la durée."
Et Philippe Delmas d'affirmer : "L'Etat est le gardien des horloges, le pourvoyeur de la lenteur nécessaire, inaccessible aux marchés parce que contraire à la rapidité qui fait leur force." C'est ce sens de la lenteur qui permet d'empêcher que se déchire un tissu social écartelé par l'ampleur des mutations, de créer les moyens pour financer les PME et opérer la conversion de certaines activités, ou de faire de l'investissement un "véritable mode de concurrence" en allongeant les délais de rentabilité. En agissant ainsi, l'Etat modifie le marché. En bon marxiste, et en approfondissant la conception marxiste de l'Etat, Pierre Bauby en prend acte : "L'Etat peut ainsi être considéré comme le stratège économico-politique collectif du capitalisme français au sein du marché impérialiste mondial." Et Jacques Roger-Machart n'hésite pas à mettre les points sur les i : l'Etat doit concevoir son rôle "non pas en tuteur de l'entreprise mais davantage en partenaire, le moins possible en censeur mais plutôt en régulateur."
En s'apercevant qu'elles ne pouvaient pas tout faire, les entreprises ont commencé à comprendre l'importance des biens collectifs et le danger d'opposer systématiquement l'Etat au marché. L'Europe commence à découvrir qu'en fait il n'y a pas discontinuité entre eux, mais qu'une répartition fluide des rôles s'impose. Pierre Moscovici et François Hollande enfoncent le clou : "Alors qu'en France, il semble s'essouffler ou renoncer, l'Etat reparaît partout dans le monde, y compris dans les pays les plus libéraux.
Mais ce retour ne saurait signifier la reproduction de ses excès passés, ou la réplique pure et simple de ses modes d'action traditionnels, désormais obsolètes." Et Pierre Bauby, analysant l'état de la France contemporaine comme centre d'un réseau des contradictions à tous les niveaux, le déclare "seule instance de la société susceptible d'avoir de celle-ci une vision d'ensemble et d'assurer la reproduction des rapports sociaux et du système." Pour lui, l'Etat stratège légitime ces contradictions, les régule "et en assure une reproduction qui, pour n'être jamais à l'identique, en conserve les principaux équilibres -ou déséquilibres."

## L'ECONOMIE EST TOUJOURS POLITIQUE

"On est aujourd'hui, rappelle Michel Albert, entre deux grands types de capitalisme d'importance comparable et entre lesquels l'avenir n'est pas joué." Pour lui, le nouveau combat idéologique va opposer non plus capitalisme et communisme mais les capitalismes néo-américain et rhénan. Le premier, plus séduisant, est fondé sur la réussite individuelle, le profit financier à court terme et leur médiatisation. Le second, plus performant, valorise la réussite collective, le consensus, le souci du long terme. Entre les deux, la guerre a commencé.
Dans cette guerre, stratège ou maître des horloges, l'Etat, en France, est à l'heure des choix. Pierre Moscovici et François Hollande le rappellent dans leur conclusion : "L'économie n'est pas, on le sait, une science exacte, mais l'exercice sous contraintes de choix politiques... La politique a pris la fâcheuse habitude de se ligoter avec les cordes de l'économie. Qu'elle prenne simplement confiance en elle-même et rappelle à ceux qui feignent de l'ignorer que l'économie est toujours politique."

**Monique Grima**

Congrès du Projet



▲ *S'il n'y avait pas l'Etat, qui gérerait les infrastructures, qui soutiendrait les investissements ?*

### BIBLIOGRAPHIE


(1) *Michel Albert,* **"Capitalisme contre capitalisme".** Le Seuil, 318 p., 120 F.

(2) *Pierre Moscovici, François Hollande,* **"L'Heure des choix ; pour une économie politique".** Editions Odile Jacob, 390 p., 160 F.

(3) *André Gauron,* **"Les Remparts de l'argent".** Editions Odile Jacob, 270 p., 140 F.

(4) *Pierre Bauby,* **"L'Etat-stratège, le retour de l'Etat".** Les Editions ouvrieres, 238 p., 120 F.

(5) *Philippe Delmas,* **"Le Maître des horloges, modernité de l'action publique".** Editions Odile Jacob, 352 p., 160 F.

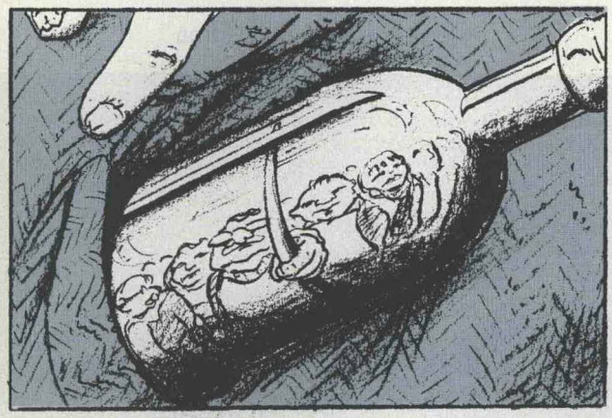
(6) *Jacques Roger-Machart,* **"Réussir nos PME : esprit d'entreprise, initiatives publiques ; les synergies".** Dunod, 270 p., 145 F.

# où en se
# sans les socialis



Congrès du Projet

**1** *Voix off, avinée. Un clochard déverse, comme un prédicateur, des propos visionnaires.* Vous n'êtes que du bétail... Bon pour la casse, bon pour la crasse. Rampez, mes frères, vermine grouillante. Et vous, bombez le torse, étalez-vous, reproduisez-vous, il faut lutter contre les autres, contre la marée verte, la diarrhée brune des envahisseurs.



Enflez vos veines gonflées de sang pur. Je suis gris, complétement noir, black, beur, Breton, pas Français, et votre référendum sur la nationalité me fait gerber, rouge comme cette saloperie de picrate, rouge de votre haine, rouge de votre sang bleu, rouge de ma honte.

*Remerciements : Lars von Trier, pour la forme (Europa) Valéry Giscard d'Estaing, pour le fond (interview du 21/9/1991 au "Figaro magazine"). Et avec la participation involontaire de Rachid Boudjedra (Denoël, 1975).*

**2** Un garçonnet gratte d'un ongle un peu rongé l'autocollant de la vitre. Encore Français dans 30... La suite est arrachée. Un mocassin dégage un tract chiffonné. Le pied gauche immobilise le papier tandis que le droit entreprend de le lisser. "Le type de problème auquel nous avons à faire face se déplace de celui de l'immigration vers celui de l'invasion." Une traînée de boue masque la suite du texte. Lambda fronce les sourcils. Il parvient à déchiffrer quelques bribes "revenir à la conception traditionnelle de l'acquisition de la nationalité française, celle du droit du sang. On naît français si on naît d'une mère ou d'un père français." On naît. On est. Je nais,




donc je suis. Le sourd roulement de la rame entraîne Lambda vers une dérive phonique. Vertige. 14 millions d'étrangers surgissent dans le compartiment. Ils naissent, ils croissent et se multiplient. 8 millions de plus à l'horizon 2015, dit le tract. On ne peut plus fermer les portes du métro. Ils entrent à reculons. Ils poussent.
- Pardon, je voudrais descendre.

**3** "Il avait la mémoire des offenses et tout en arpentant un couloir quelconque, ne sachant ni où il était, ni où il allait, il se sentait débusqué jusque sous sa peau desséchée par une fatigue grise et jusque sous ses veines glacées et gourdes comme s'il y coulait une huile froide."




Lambda referma discrètement le roman. Il n'osait lever les yeux. On aura sûrement remarqué sa lecture... ce Rachid B. qui écrit si dangereusement bien le français. On a failli s'y laisser prendre. Seul un décret a permis, in extremis, d'écarter de la présélection aux prix littéraires cet Arabe. Désormais, les lauréats devront prouver leur souche française, seul moyen de protéger l'identité culturelle nationale. Si parler et écrire le français sont exigés de tout candidat à la naturalisation, la langue classique doit garder sa pureté. Les textes officiels précisent que les naturalisables doivent pratiquer le français de leurs pairs, celui de leur environnement social. Savoir se satisfaire d'un corpus élémentaire, sans prétention et sans accent.

**4** Trois hommes sont immobilisés. Mains collées au mur, leurs jambes sont légèrement écartées. Des chiens reniflent leurs chaussures. Le petit garçon aux ongles rongés sourit, étrangement. Il est maître-chien et les bêtes n'attendent qu'un signe de lui pour déchiqueter, peut-être, les trois hommes, un peu voutés, aux veines glacées où coule le sang impur de la chanson.



**5** Partir. Ou fermer les yeux. Que cette rame s'ébranle et qu'enfin retentisse le signal de la fuite. Changer de place et ne plus voir, ne plus savoir. Air Europa affiche son circuit des capitales épurées : Vienne, Anvers, Varsovie. Mais le petit garçon est triste, les chiens se sont couchés.




**6** Un balayeur avance, lointain. Personne ne le remarque. On s'écarte machinalement. Pour lui, la préférence nationale à l'embauche n'a pas joué, ou plutôt si, à plein. Travailleur obscur, sous terre, sombre lui-même. Cet automate est homme, chargé de famille. Sa femme aura

# erait-on tes au pouvoir ?

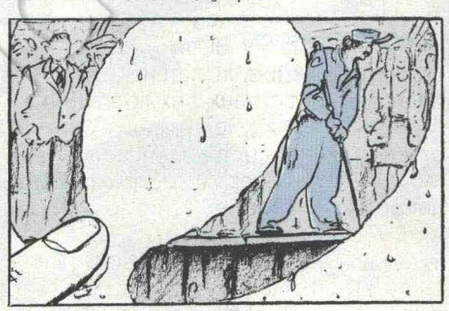
*Un après-midi d'automne, dans le métro parisien. Un homme lambda est assis dans un compartiment. Une lumière verdâtre à force d'être grise, noie les voyageurs dans un ennui opaque. Le fanal rouge de la voie, l'écharpe d'un jeune garçon, sont les seules touches de vie de ce wagon improbable.*



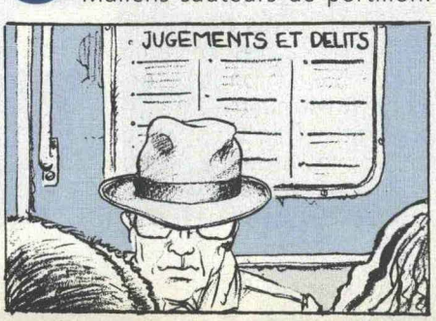
inscrit sur son visage les signes cabalistiques de son clan. Et puis, il y a des enfants gais et remuants, forcément bruyants. Plein. Il vit à Champigny, Bondy ou Sarcelles. Un jour, ou plutôt un petit matin, il glisse sur la chaussée. Des pneus crissent à peine. Le balayeur de la ligne 13 ne balayera plus. Sa femme et ses trois enfants vont partir pour le pays oublié, pour la terre inconnue. C'est loin d'Ivry, la Méditerranée. "Le regroupement familial ne peut survivre à la cause qui l'a entraîné", a dit l'assistante sociale.



**7** Le petit garçon s'ennuie. Il dessine des cerises sur la vitre embuée. L'odeur cramoisie des bigarreaux envahit le compartiment. La madeleine de Lambda est fruitée. Celle du balayeur devait être plus épicée, mâtinée de menthe fraiche. Poivre, girofle et cannelle se répondent, tandis que le piment oiseau déchire la fadeur d'un riz trop blanc. Le petit garçon éternue. "Maman, ça pue."



**8** L'affichage des jugements pour délits commis dans le métro s'est substitué aux panneaux publicitaires, dans les wagons.
Charter d'urgence pour les Maliens sauteurs de portillon.




Double peine pour les beurs graffiteurs, leurs tags cunéiformes leur valant, outre une peine de prison, l'expulsion d'un territoire qu'ils croyaient leur.
Soudain, Lambda sent une sueur gluante suinter dans son dos. Il sait qu'il n'a pas inscrit son numéro d'immatriculation sur le coupon de sa carte tricolore et les contrôleurs s'engouffrent dans son compartiment.




Congrès du Projet

**9** Le petit garçon tire la langue. Dans la rame d'en face, deux enfants se tiennent par le cou. L'un est rose et l'autre noir. Ils s'aiment pour de vrai, comme on s'aime à 5 ans. "Les habitudes prises, les liens qui se nouent", les amours enfantines rendent, monsieur le Président, les expulsions plus difficiles...



◆

*Demain, fiction rose : "Et si les socialistes allaient au bout de leur rêve ?"*

◆

**0** Les contrôleurs se rapprochent de Lambda, tandis que Canal 10, le circuit vidéo, annonce l'exécution capitale de Saïd ben Medine, impliqué dans le hold up de la Banque du Koweït. Soudain, le petit garçon pointe son index rongé.
- Lui !



Rassemblant son énergie, Lambda réussit à entrouvrir les portes et saute sur la voie. Du sang sur la vitre. La cerise du petit garçon s'écrase en une coulée vermeille.
- Philippe, enlève ton doigt, c'est sale.
La perturbation du trafic de la ligne 13 dura moins d'une demi-heure.
Le lendemain, le balayeur trouva dans une poubelle l'exemplaire un peu déchiqueté de : "Topographie idéale pour une agression caractérisée".

**Françoise Lorrain**


Congrès du Projet
L'ENERGIE DE L'INNOVATION
Congrès du Projet
un nouvel horizon
36 14 PS